

Le Canada et la Chine : 25 années de relations

Le 13 octobre 1970, le Canada et la Chine ont établi des relations diplomatiques officielles et ont jeté les bases en matière d'aide au développement et d'échanges politiques, économiques, culturels et universitaires.

D'après un observateur de l'époque, « On a tourné une page, un nouveau chapitre a été entamé dans l'histoire des relations entre l'Est et l'Ouest ». Cette initiative a ouvert la voie à d'autres pays, notamment aux États-Unis qui eux aussi ont reconnu la Chine. Elle a donné l'impulsion nécessaire pour que les Nations Unies acceptent la Chine comme membre et qu'elle siège au Conseil de sécurité en 1971.

Dans son éditorial du lendemain de l'établissement de relations entre le Canada et la Chine, un des plus importants quotidiens du Canada, *The Globe and Mail*, annonçait que la reconnaissance de la Chine par le Canada « devrait être une source de satisfaction pour tous les Canadiens... les répercussions internationales de la déclaration d'hier sont importantes, écrivait-il, peut-être encore plus à long terme pour le monde que pour le Canada... »

L'éditorial du *Globe and Mail* faisait aussi remarquer que « peu de problèmes internationaux importants peuvent être résolus aujourd'hui sans la participation de la Chine... » Vingt-cinq ans plus tard, cette observation est toujours valable.

En 1995, la Chine est l'un des pays les plus dynamiques du monde. Sa production a quadruplé depuis les années 80. Elle attire maintenant presque un tiers des capitaux d'investissement étrangers directs destinés aux pays en développement. Ce pays occupe la onzième place dans le monde pour le commerce. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, d'État doté de l'arme nucléaire et de participante active dans les organisations régionales de l'Asie-Pacifique, la Chine voit son influence augmenter sans cesse.

Comme elle abrite un cinquième de la population mondiale, la Chine doit surmonter les obstacles importants qui gênent son développement social et économique, alors qu'elle passe d'une économie à planification centrale à une économie de marché et qu'elle doit satisfaire les besoins de sa population croissante.

Pour sa part, le Canada a appuyé le programme de réforme économique de la Chine en lui accordant, en 1973, le statut de la nation la plus favorisée. Il l'a encouragée à s'intégrer davantage aux institutions régionales et internationales de nature politique et économique, notamment à l'Organisation mondiale du commerce. En outre, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de